



Les rapports d'activité 2005 des Banques du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés d'images prises par satellite de chaque pays où elles sont présentes.

OUAHIGOUYA : ± 65 000 habitants.

Réputée dans tout le pays pour ses cultures de pommes de terre, la ville apparaît au centre, bordée à l'ouest par un lac de barrage, en bleu-vert sur l'image. Un peu plus au nord, un lac dont la couleur laiteuse est due à des argiles en suspension. Tout autour, le sahel Burkinabé, avec ses terrains latéritiques rouges veinés de cours d'eau temporaires. En vert les forêts galeries qui s'y installent.

Images www.planetobserver.com © PlanetObserver / BOA.

Autres photos : tous droits réservés.

Le mot du Directeur Général



L'exercice 2005 se termine pour la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) par une croissance notable des crédits de la clientèle, tandis qu'elle consolide sa position en matière de collecte de ressources. Ce développement des emplois sur le second semestre 2005 s'est effectué par un redéploiement des concours des placements financiers et interbancaires vers une clientèle de premier ordre. La détérioration de la qualité du portefeuille, identifiée dans les derniers mois de l'année 2004, a été stabilisée en fin d'exercice 2005. La pause constatée dans le niveau des ressources collectées s'explique par la liquidité élevée de la Banque et la volonté de demeurer dans des conditions de marché de rémunérations des dépôts. Le coût des ressources de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO a été abaissé au cours de l'exercice.

L'activité de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO a sensiblement progressé au cours de l'exercice sous revue : fin 2005, le Produit Net Bancaire (PNB) a crû de 16 % et s'élève à 5 483 millions de F CFA, alors que le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) marque une croissance de 6 %, soit 2 894 millions de F CFA en fin d'exercice.

La rentabilité de la Banque est demeurée inchangée par rapport à 2004, avec une quasi stabilité du résultat avant impôt, qui s'établit à 996 millions de F CFA. La constitution de provisions pour créances douteuses identifiées, de préférence à la dotation de provisions au Fonds Pour Risques Bancaires Généraux, explique, pour un même montant de provisionnement d'une année sur l'autre, la hausse du résultat net après impôt à 607 millions de F CFA pour 2005. Au 31 décembre 2005, la BOA-BURKINA FASO occupe la quatrième place des banques du pays, parmi huit, et détient une part de marché de 12,4 %, en termes de dépôts de la clientèle. Les crédits à la clientèle ont progressé de 28 % en 2005, permettant ainsi à la BOA-BURKINA FASO de détenir 10,2 % de part de marché dans ce domaine.

La mise en place de nouveaux systèmes de traitement des opérations interbancaires et les succès enregistrés dans la formation continue du personnel ont montré la capacité d'adaptation de celui-ci aux nouvelles évolutions technologiques et professionnelles du secteur bancaire.

La poursuite de l'amélioration de la qualité du portefeuille, du renforcement de l'activité commerciale, de l'élargissement de l'offre de produits proposés à la clientèle, ainsi que la recherche d'opérations à bonne rentabilité, seront les priorités des organes dirigeants de la Banque au cours du prochain exercice. Pour mener à bien ces objectifs, un renforcement des fonds propres sera envisagé au second semestre 2006.

Ces réalisations n'auraient toutefois pas pu être possibles sans la mobilisation et le dévouement du personnel de la Banque, la confiance de ses clients et le soutien de son Conseil d'Administration et de ses actionnaires. Qu'ils soient ici remerciés de leur travail, de leurs conseils ainsi que de leurs encouragements.

Michel F. KAHN
Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2005

Février

- Mise à jour du système d'information central IGOR.

Mars

- Franchissement du seuil de 70 milliards de F CFA de dépôts de la clientèle.

Avril

- Participation à Niamey aux Rencontres BANK OF AFRICA 2005 pour les cadres du Réseau.

Juillet

- Nomination d'un nouveau Directeur Général.

Décembre

- Organisation et tenue à Ouagadougou des Rencontres Groupe BANK OF AFRICA pour les Administrateurs du Réseau.
- Installation d'un Guichet Automatique Bancaire (GAB) à KOUPELA.
- Lancement des travaux d'aménagement de l'agence de GOUNGHIN.
- Dépassement du seuil de 9 000 cartes Sésames distribuées et actives.

Chiffres clés

Au 31/12/2005

Activité	
Dépôts clientèle*	66 015
Créances clientèle*	49 580

Résultat	
Produit Net Bancaire *	5 483
Charges de fonctionnement *	2 590
Résultat Brut d'Exploitation *	2 894
Résultat Net *	608
Coefficient d'exploitation (%)	53,3

Structure	
Total Bilan *	76 351
Fonds Propres après répartition *	3 664
Fonds Propres/Total Bilan (%)	5,3
Effectif moyen pendant l'exercice	97

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 9 membres, est actuellement composé comme suit :

- Lassiné DIAWARA, Président
- Paul DERREUMAUX, Vice-Président
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO)
- NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO), représentée par Brahim ANANE
- Amadou Mamadou AW, (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- Delchan OUEDRAOGO
- CAURIS INVESTISSEMENT, représenté par Yawo Noël EKLO
- UNION DES ASSURANCES DU BURKINA (UAB), représentée par Soumaïla SORGHO
- René FORMEY de SAINT LOUVENT
- BANK OF AFRICA - NIGER, représentée par Boureima WANKOYE

Répartition du capital

Au 31 décembre 2005, la répartition du capital s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING	38.8 %
Autres BANK OF AFRICA	8.0 %
ATTICA	5.0 %
Actionnaires burkinabé	28.2 %
CAURIS INVESTISSEMENT S.A.	10.0 %
Société Financière Néerlandaise pour le développement (FMO)	9.6 %
Autres Actionnaires	

Rapport du Conseil d'Administration

A l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2006 pour l'exercice social 2005.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2005

L'évolution de la conjoncture économique internationale en 2005 laisse apparaître une bonne orientation de l'activité économique malgré l'accélération de l'inflation imputable principalement à la hausse des cours des produits pétroliers. La conjoncture économique a été également marquée par un resserrement de la politique monétaire aux États-Unis et une dépréciation de l'euro face aux principales devises. Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 4,3 % en 2005 contre 5,1 % en 2004. La croissance a été principalement tirée par les États-Unis, la Chine et dans une moindre mesure par le Japon.

Aux États-Unis, à la faveur d'une bonne productivité et des mesures de stimulation budgétaire et monétaire, la croissance a atteint 3,6 % en 2005 contre 4,2 % en 2004. Elle a été principalement tirée par la consommation, sous l'impulsion de la hausse soutenue des salaires, conjuguée au boom de l'immobilier.

Dans la Zone Euro, la croissance est restée modérée contrastant avec une activité mondiale vigoureuse. L'apathie de la demande intérieure reste tributaire de la hausse des prix du pétrole qui limite les performances de la zone euro. Ainsi le taux de croissance s'est établi à 1,4 % en 2005 contre 1,8 % en 2004.

En Asie, la croissance reste encore soutenue par les performances de la Chine, portées notamment par les investissements et les échanges extérieurs. Dans la zone, le taux de croissance a été de 6,9 % contre 6,8 % en 2004. Pour la Chine, elle s'est établie à 9 % en 2005.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a progressé légèrement pour se situer à 4,1 % en 2005 contre 3,8 % en 2004, malgré la dégradation des termes de l'échange des pays importateurs de pétrole et la flambée des prix du pétrole.

Concernant les cours des matières premières, les cours moyens du coton, mesurés par l'indice Cotlook, se sont établis en moyenne à 1,20 Dollar le kilo en 2005, contre 1,37 Dollar en 2004, en liaison avec la baisse de la production mondiale de coton qui est passée de 26,2 millions de tonnes en 2004 à 24,4 millions de tonnes en 2005. En 2006, les cours seront influencés par deux facteurs fondamentaux, d'une part, l'amélioration de la compétitivité de la fibre naturelle comparativement à la fibre synthétique, en liaison avec le niveau élevé des cours du pétrole et, d'autre part, la baisse attendue de la production dans de nombreux pays. Ils s'apprécieraient pour s'établir à 1,29 Dollar le kilo. Relativement au pétrole, les prix de celui-ci ont augmenté pour atteindre 70 Dollars en 2005. La hausse de la demande, l'insuffisance des capacités de production, les tensions géopolitiques et les catastrophes naturelles expliquent cette très forte progression.

Au Burkina Faso, l'activité économique a été très dynamique en 2005 avec un taux de

croissance réel de 7,5 %. Cette performance est essentiellement imputable au secteur primaire qui a enregistré une croissance de 15,4 % après un recul de 2,9 % en 2004.

Le dynamisme du secteur primaire est lié à la hausse des productions de céréales et de coton qui ont bénéficié de conditions climatiques favorables, marquées par une pluviométrie bien répartie dans le temps et dans l'espace. La production céréalière a ainsi progressé de 38,9 %, essentiellement sous l'effet de la hausse des productions de mil, de sorgho et de maïs, respectivement de 40,1 %, 31,3 % et 57,5 %. La production du coton graine, est estimée à 750 795 tonnes en 2005, en accroissement de 16,9 %. Cette performance s'explique par l'augmentation des superficies emblavées et la création de deux nouvelles zones cotonnières.

Au niveau du secteur secondaire, l'activité a progressé de 2,2 % contre 9,8 % en 2004. Ce ralentissement est imputable à la morosité de l'activité des industries manufacturières, liée aux effets de la baisse du pouvoir d'achat et de la hausse de la consommation intermédiaire des branches d'activité, consécutives à la montée des prix des produits pétroliers. La croissance au niveau des industries manufacturières n'a été que de 0,9 % contre 9,9 % en 2004. Le ralentissement est moins fort au niveau du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) qui bénéficie de la poursuite des travaux de construction des infrastructures.

Au niveau du secteur tertiaire, la croissance a été de 3,4 % contre 9,1 % en 2004. Cet amenuisement est imputable au sous-secteur des services marchands, en particulier le transport et le commerce qui ont souffert de la hausse des prix des produits pétroliers et de la baisse du pouvoir d'achat.

Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 5,5 points, 0,4 point et 1,6 point.

Au niveau des prix, pour l'ensemble de l'année 2005, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 6,4 %. Cette forte hausse est liée à l'augmentation des prix des produits alimentaires, des services de logement et des transports. La progression des prix des produits est en rapport avec les difficultés d'approvisionnement des marchés en produits céréaliers, consécutives à la baisse de la production vivrière pendant la campagne agricole 2004/2005. Quant à l'augmentation des prix des transports, elle s'explique par la hausse des prix des produits pétroliers.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations et les importations en volume ont progressé de 11,4 % et 2,0 %, respectivement. Les comptes extérieurs hors dons sont déficitaires pour représenter 9,1 % du PIB contre 8,6 % en 2004. Quant au déficit global, il s'est réduit pour représenter 4,0 % du PIB contre 4,3 % en 2004.

Les recettes budgétaires, portées par les recettes fiscales, ont progressé de 9,6 % pour représenter 12,6 % du PIB. Les recettes fiscales ont augmenté de 11 % comme le PIB nominal. Il en est résulté un taux de pression fiscale stable autour de 11,8 %. L'amélioration du recouvrement explique cette tendance.

Pour l'année 2006, l'objectif en matière de croissance est de 6,2 % l'an. Sur la période,

le taux de croissance moyen des secteurs primaire, secondaire et tertiaire serait respectivement de 3,7 %, 6,5 % et 8,7 %.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2005

Le total du bilan du huitième exercice de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) atteint le montant de 76 351 millions de F CFA en hausse de 1 163 millions de F CFA, soit + 1,5% par rapport à l'année 2004. Cette modeste progression ne doit pas cependant masquer l'accroissement important des engagements directs au profit de la clientèle au détriment des opérations interbancaires et financières.

En effet, partant de 37 326 millions de F CFA à la fin de l'exercice précédent, les emplois totaux de clientèle atteignent 49 580 millions de F CFA, soit une croissance de 32,8 % sur l'exercice sous revue qui touche toutes les catégories de crédit à l'exception des découverts. Cette évolution résulte des actions commerciales menées principalement au cours du second semestre 2005 dans le cadre du Plan Triennal de Développement (PTD) 2004-2006.

La part de marché de la banque se situe à 10,3 % alors qu'elle s'établissait à 9,6 % fin 2004.

Les crédits de campagne de commercialisation du coton s'établissent à 9 352 millions de F CFA à fin décembre 2005 contre 1 860 millions de F CFA fin 2004. Une queue de campagne 2004-2005 à hauteur de 4 216 millions de FCFA pour l'opérateur historique de la filière explique partiellement l'encours élevé de cette rubrique. Par ailleurs, l'accroissement des volumes de coton produits ainsi que le partenariat conclu avec un nouvel égreneur expliquent le complément de cette évolution.

Les découverts, passant de 9 896 millions de F CFA à fin 2004 à 7 247 millions de F CFA à fin 2005, marquent un recul, consécutivement à la recherche systématique de concours de qualité.

Les escomptes avec un encours global de 2 279 millions de FCFA, restent quasi stables grâce à une sélection rigoureuse du papier admis.

Les prêts à cours terme de 6 829 millions de F CFA à fin 2004 passent à 11 185 millions de F CFA fin décembre 2005, soit une augmentation de 63 % en un an.

Les crédits à moyen terme ont enregistré une progression de 9,6 %. L'encours à fin décembre 2005 se monte à 16 367 millions de F CFA contre 14 927 millions de F CFA fin 2004.

Les engagements par signature ont marqué globalement une progression de 16 % par rapport à fin 2004, résultante de deux tendances contraires. D'une part l'encours de crédits documentaires a régressé de 41 % en passant de 2 095 millions de F CFA à 1 241 millions de F CFA. Par ailleurs les avals délivrés en faveur de la clientèle ont crû de 33,8 % et se montent à 3 735 millions de F CFA contre 2 791 pour l'exercice précédent. Les avals accordés aux clients en faveur de leurs fournisseurs à l'étranger expliquent cette

progression alors que les crédits douaniers restent stables. Les autres cautions, essentiellement sur marchés, enregistrent un encours de 12 507 millions de F CFA contre 10 191 millions de F CFA l'an dernier, soit une augmentation de 22 %.

Les ressources globales issues de la clientèle ont connu une décroissance de 1,5 % en volume. De 66 993 millions de F CFA à fin 2004 elles ont atteint 66 015 millions de F CFA au 31 décembre 2005. Notre part de marché se situe à 12,4 % à fin 2005 contre 12,8 % fin 2004. La BANK OF AFRICA - BURKINA FASO figure en quatrième position sur huit banques répertoriées.

La variation positive du nombre de comptes en 2005 est de 13 % après suppression régulière des comptes inactifs.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 14,5 % et l'encours des ressources de cette catégorie progresse de 846 millions de F CFA soit 20 %.

Au chapitre des comptes d'épargne, les encours globaux ont évolué de 776 millions de F CFA soit + 13 % fin 2005. Ils totalisent 6 531 millions de F CFA et 10 % des ressources de la clientèle. Le taux de fidélisation des clients concernés, exprimé par le ratio du total de ces comptes d'épargne par rapport à celui des comptes de chèques progresse de plus de 1 %.

Les comptes des organismes non commerciaux sont toujours une cible privilégiée de la Banque. A fin 2005, la Banque enregistre 996 comptes en ses livres contre 909 fin 2004, soit une progression de 9 %. L'encours se situe à 7 580 millions de F CFA marquant ainsi une décroissance de 36 % sur fin 2004. Cette évolution demeure cependant peu significative car certains budgets importants, débloqués dans le courant du second semestre 2004, sont pluriannuels.

Les comptes courants commerciaux, compte à terme inclus, représentent 33 663 millions de F CFA, soit 51 % des dépôts, et sont en progression de plus de 7 % par rapport à fin 2004.

Les autres dépôts voient leur encours passer de 1 479 millions de F CFA à 1 808 millions de F CFA, soit + 22 % au cours de la période.

Les produits d'exploitation atteignent 7 592 millions de F CFA à fin 2005 et ont progressé de plus de 5,7 % par rapport à 2004 hors produits exceptionnels, qui totalisent près de 495 millions de F CFA.

Les produits de trésorerie arrêtés à 522 millions de F CFA fin 2005 marquent une progression de 37 % par rapport à l'exercice précédent. Une utilisation plus systématique des excédents consécutifs aux délais de couverture à l'extérieur permet une évolution régulière de cette rubrique.

Les produits de clientèle croissent de 4 % sur fin décembre 2004. Ils atteignent 7 070 millions de F CFA contre 6 799 l'an dernier.

Parmi ceux-ci les commissions cumulées collectées par la Banque à fin 2005 s'élèvent à 649 millions de F CFA contre 578 millions de F CFA en 2004 soit une croissance de 12 % liée à la mise à jour de nos conditions.

Les produits accessoires connaissent une décroissance de 10 % évoluant de 1 628 millions de F CFA fin 2004 à 1 464 millions de F CFA fin 2005. Cette évolution s'explique par l'octroi de conditions particulières et compétitives faites à la clientèle.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 494,9 millions de F CFA en 2005. Parmi ceux-ci les reprises de provisions sur créances en souffrance sont comptabilisées pour 478,7 millions de F CFA contre 454 millions de F CFA à la fin de l'exercice 2004.

Les charges d'exploitation totalisent 4 699 millions de F CFA au 31 décembre 2005 contre 4 457 millions de F CFA en 2004 en augmentation de 5,4 % et de 241,5 millions de F CFA.

Les charges bancaires se situent globalement à 2 109 millions de F CFA et régressent de 13 % sur l'année précédente. Le poste divers explique principalement cette évolution. De 523 millions de F CFA en 2004, il atteint 119,8 millions de F CFA en 2005. Cette rubrique est constituée à hauteur de 29,6 millions de F CFA de perte de change contre 439 millions de F CFA en 2004.

Les charges salariales, s'élèvent de 26,3 % à 841,5 millions de F CFA mais restent dans les limites fixées au budget 2005 de 848,8 millions de F CFA. Les impôts et taxes, de 31,5 millions de F CFA fin 2004 passent à 76 millions de F CFA, au delà de la prévision qui fixait la charge à 55,9 millions de F CFA.

Les Travaux Fournitures et Services Extérieurs marquent une progression de 37 % par rapport à fin 2004, avec une charge globale de 1 058 millions de F CFA à fin décembre 2005, contre 774 millions de F CFA à la fin de l'année précédente. Les prestations liées à la maintenance, au développement du système informatique et la mise en œuvre d'un contrat de tri et de transport de fonds, rompu depuis décembre 2005 et négocié à la baisse avec une société concurrente, expliquent cette évolution.

Les frais divers de gestion enregistrent une hausse de 15 % par rapport à fin 2004 avec une dépense globale de 577 millions de F CFA. Les postes publicité, imprimés divers et téléphone ont entraîné des coûts supplémentaires imputables essentiellement à la croissance de l'activité.

Avec des produits d'exploitation de 7 592 millions de F CFA, en progression de 6 % d'un exercice à l'autre et après déduction de 2 109 millions de F CFA de charges bancaires, le Produit Net Bancaire (PNB) à fin 2005 a progressé de 16 % et se monte à 5 483 millions de F CFA.

Après soustraction de 2 589 millions de FCFA de frais de fonctionnement, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'établit à 2 894 millions de F CFA avant dotation aux amortissements. Comparé à fin 2004, il marque une progression de 6 %.

Le résultat net de l'exercice après impôt atteint 607,6 millions de F CFA après intégration : - des dotations aux amortissements pour 334 millions de F CFA ; - des dotations nouvelles aux provisions pour créances en souffrance de 1 844 millions de F CFA ; - de charges exceptionnelles imputables aux exercices précédents de 215 millions de F CFA ; - de divers produits exceptionnels et de reprises d'amortissement et de provisions pour 495 millions de F CFA. - de 388,2 millions de F CFA d'impôts sur les bénéfices.

Le bénéfice permettra de servir pour la cinquième année consécutive, un dividende aux actionnaires, s'élevant à 17,5 % du capital social sous réserve de l'accord des autorités de régulation. Les résultats obtenus, dans un contexte encore favorable permettent un renforcement des fonds propres de la Banque. Toutefois, ceux-ci devront être accrus pour accompagner et poursuivre notre développement.

Ces résultats concrétisent les efforts soutenus de l'ensemble du personnel auquel le Conseil d'Administration adresse, en votre nom, ses vives félicitations, ainsi que ses encouragements à poursuivre ses efforts.

Un hommage particulier doit, une fois encore, être rendu aux actionnaires pour le soutien apporté à la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO dans le courant de l'exercice.

Pour l'année 2006, les orientations définies au Plan Triennal de Développement (PTD 2004-2006) seront poursuivies. Une action soutenue dans le domaine de la collecte des ressources s'appuiera sur un réseau enrichi de trois nouvelles agences. Une amélioration de la qualité du portefeuille de crédit sera systématiquement recherchée par des actions de recouvrement énergiques et une distribution de crédit réservée à des contreparties de qualité. Enfin un contrôle des coûts sera opéré afin d'améliorer la productivité de la Banque.

Rapport des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2005.

Rapport général des commissaires aux comptes

En exécution du mandat de Commissaires aux Comptes de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) que vous avez bien voulu nous confier, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général de vérification des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Opinion sur les comptes

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes généralement admises.

Ces normes exigent que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives. Notre révision consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les états financiers.

Notre mission consiste également à apprécier, d'une part les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et d'autre part leur présentation d'ensemble.

À l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas décelé d'erreurs significatives susceptibles de remettre en cause la fiabilité des comptes et états financiers clos au 31 décembre 2005.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la BOA-BURKINA FASO arrêtés au 31/12/2005 sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle, pour tous les aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à cette date.

Respect de la réglementation bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire, nous avons examiné le respect par la BOA-BURKINA FASO des dispositifs prudentiels édictés par la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

À l'issue de nos contrôles, nous formulons les observations suivantes :

- le ratio des crédits aux personnes participant à la Direction, à l'Administration, à la Gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque : ce ratio s'établit à 29,23 % contre un maximum autorisé de 20 % des Fonds Propres Effectifs (FPE). Notons que les Fonds Propres Effectifs (FPE) s'élèvent à 3 664 millions de F CFA. Ce ratio s'est amélioré au cours de la période sous revue par rapport à celui de l'exercice 2004 qui s'établissait à 34,98 %.

- le ratio de structure du portefeuille : à l'instar de l'exercice 2004, ce ratio est à zéro contre un minimum exigé de 60 % ; cela tient au fait qu'aucun encours sain de crédit n'a bénéficié d'accord de classement de la BCEAO.
- le coefficient de division des risques : le coefficient de division des risques des engagements sur une même signature s'établit à 267,9 % FPE (SOFITEX) contre un maximum requis de 75 % FPE. Ce ratio s'est amélioré comparativement à celui de l'exercice 2004 qui s'établissait à 287,9 % FPE.

Autres vérifications et informations spécifiques

Conformément aux dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, les Commissaires aux Comptes vérifient la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur général, selon le cas, et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

Les contrôles effectués conformément aux dispositions dudit article n'appellent pas d'observations de notre part.

Ouagadougou le 22 mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

C.E.DO.RE.C-SARL

Alassane TRAORÉ

Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

SOFIDEC-SARL

Paulin OUEDRAOGO

Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Établi en application de l'article 442 de l'acte uniforme ohada du 17 avril 1997 Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise les Commissaires aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 suivants dudit Acte Uniforme OHADA : Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue.

Convention d'assistance technique avec AFH-Services

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : Assistance technique de AFH-Services au profit de BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : Le montant global des sommes versées à AFH-Services par BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 314,5 millions de F CFA (123,3 pour les appointements expatriés et 191,2 pour l'assistance technique) correspondant à une charge de 362,3 millions de F CFA (123,3 pour les appointements expatriés et 239 pour l'assistance technique), compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20 % sur les honoraires d'assistance technique (prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso).

Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateurs intéressés : Cauris Investissement SA, représenté par EKLO Yawo Noël, Paul DERREUMAUX, Francis SUEUR et Boureima WANKOYE.

Nature et objet de la convention : Assistance technique de AISSA-SARL au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : Le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à 75,5 millions de F CFA, pour une charge de 94,4 millions de F CFA, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20 % au titre de prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention de prêt subordonné avec FMO

Administrateur intéressé : F M O.

Nature et objet de la convention : Prêt subordonné de 278 millions de F CFA au taux de base du marché monétaire de la BCEAO majoré de 1,50 % de marge de service, convertible en actions BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : Les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à 18,2 millions de F CFA.

Ouagadougou le 22 mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

C.E.DO.RE.C-SARL
Alassane TRAORÉ
Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

SOFIDEC-SARL
Paulin OUEDRAOGO
Expert-Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Actif

Actif	Exercice 2004	Exercice 2005
Caisse	2 208 482 930	2 571 940 711
Créances interbancaires	30 519 645 456	15 980 403 690
• A vue	22 892 640 313	12 063 033 950
· Banque centrale	18 456 432 348	7 260 036 967
· Trésor public, CCP	269 761 084	133 569 238
· Autres établissements de crédit	4 166 446 881	4 669 427 745
• A terme	7 627 005 143	3 917 369 740
Créances sur la clientèle	37 326 564 871	49 580 346 674
• Portefeuille d'effets commerciaux	2 248 897 932	2 278 986 635
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	2 248 897 932	2 278 986 635
• Autres concours à la clientèle	25 162 590 239	36 904 369 746
· Crédits de campagne	1 860 000 000	9 351 500 000
· Crédits ordinaires	23 302 590 239	27 552 869 746
• Comptes ordinaires débiteurs	9 915 076 700	10 396 990 293
• Affacturage		
Titres de placement	1 595 980 000	3 402 800 000
Immobilisations financières	474 332 402	632 290 500
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	70 518 353	92 061 887

Immobilisations corporelles	1 666 124 824	1 874 718 967
Actionnaires et associés		
Autres actifs	88 794 939	321 841 838
Comptes d'ordre et divers	1 237 950 707	1 894 730 669
Total de l'actif	75 188 394 482	76 351 134 936

Hors Bilan	Exercice 2004	Exercice 2005
Engagements donnés	15 077 102 194	17 481 463 134
• Engagements de financement	871 369 230	1 228 523 122
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	871 369 230	1 228 523 122
• Engagements de garantie	14 205 732 964	16 252 940 012
· D'ordre d'établissements de crédit	1 223 886 510	10 000 000
· D'ordre de la clientèle	12 981 846 454	16 242 940 012

Passif

Passif	Exercice 2004	Exercice 2005
Dettes interbancaires	2 001 815 589	3 309 984 758
• A vue	2 000 885 591	797 168 004
· Trésor public, CCP	22 793 514	68 717 906
· Autres établissements de crédit	1 978 092 077	728 450 098
• A terme	929 998	2 512 816 754
Dettes à l'égard de la clientèle	66 993 259 085	66 014 708 834
• Comptes d'épargne à vue	5 754 730 597	6 531 373 126

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2005

• Comptes d'épargne à terme		
• Autres dettes à vue	28 682 340 424	29 035 414 309
• Autres dettes à terme	32 556 188 064	30 447 921 399
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	1 737 869 267	2 134 332 230
Comptes d'ordre et divers	142 774 510	271 785 464
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissements		
Fonds affectés	278 000 000	278 000 000
Fonds pour risques bancaires généraux	1 124 784 349	1 124 784 349
Capital ou dotation	2 000 000 000	2 000 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	147 106 920	222 746 987
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	258 517 647	387 144 695
Résultat de l'exercice	504 267 115	607 647 619
Total du passif	75 188 394 482	76 351 134 936

Hors bilan	Exercice 2004	Exercice 2005
Engagements reçus	32 261 049 075	44 890 111 224
• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle		

• Engagements de garantie	32 261 049 075	44 890 111 224
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle	32 261 049 075	44 890 111 224

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2004	Exercice 2005
Intérêts et charges assimilées	1 989 171 964	2 063 895 040
• Sur dettes interbancaires	106 059 072	97 809 709
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	1 883 112 892	1 966 085 331
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	14 927 251	15 130 269
Charges sur opérations financières	443 045 437	30 268 799
• Charges sur titres de placement	3 993 196	650 000
• Charges sur opérations de change	439 052 241	29 618 799
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	2 010 068 599	2 589 454 072
• Frais de personnel	666 067 808	841 482 138
• Autres frais généraux	1 344 000 791	1 747 971 934
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	325 699 812	333 558 154

Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	955 778 120	1 380 534 752
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux	412 240 911	
Charges exceptionnelles	28 104 140	16 505 888
Pertes sur exercices antérieurs	21 053 040	182 869 401
Impôts sur les bénéfices	506 134 517	388 216 711
Résultat	504 267 115	607 647 619
Total des charges	7 210 490 906	7 608 080 705

Produits

Produits	Exercice 2004	Exercice 2005
Intérêts et produits assimilés	4 853 929 464	5 357 805 353
• Sur créances interbancaires	261 665 607	400 958 060
• Sur créances sur la clientèle	4 592 263 857	4 956 847 293
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	198 689 556	265 200 528
Produits sur opérations financières	1 158 862 818	835 749 930
• Produits sur titres de placement	105 374 159	104 090 822
• Dividendes et produits assimilés	14 400 000	17 217 000
• Produits sur opérations de change	711 741 294	391 394 947
• Produits sur opérations de hors bilan	327 347 365	323 047 161
Produits divers d'exploitation bancaire	11 114 609	9 803 482

Produits généraux d'exploitation	950 458 401	1 123 867 532
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations	7 000 000	
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	27 306 103	15 653 877
Profits sur exercices antérieurs	3 129 955	3
Pertes		
Total des produits	7 210 490 906	7 608 080 705

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2004	Exercice 2005
Intérêts et produits assimilés	4 853 929 464	5 357 805 353
• Sur créances interbancaires	261 665 607	400 958 060
• Sur créances sur la clientèle	4 592 263 857	4 956 847 293
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-1 989 171 964	-2 063 895 040
• Sur dettes interbancaires	-106 059 072	-97 809 709
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-1 883 112 892	-1 966 085 331
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	2 864 757 500	3 293 910 313
Produits de commissions	198 689 556	265 200 528

Charges de commissions	-14 927 251	-15 130 269
Résultat net des commissions	183 762 305	250 070 259
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	101 380 963	103 440 822
• Dividendes et opérations assimilées	14 400 000	17 217 000
• Opérations de change	272 689 053	361 776 148
• Opérations de hors bilan	327 347 365	323 047 161
Résultat net sur opérations financières	715 817 381	805 481 131
Autres produits d'exploitation bancaire	961 573 010	1 133 671 014
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-2 010 068 599	-2 589 454 072
• Frais de personnel	-666 067 808	-841 482 138
• Autres frais généraux	-1 344 000 791	-1 747 971 934
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-325 699 812	-333 558 154
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations	7 000 000	
Résultat brut d'exploitation	2 397 141 785	2 560 120 491
Résultat net des corrections de valeur	-955 778 120	-1 380 534 752
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG	-412 240 911	
Résultat courant (avant impôt)	1 029 122 754	1 179 585 739
Résultat exceptionnel	-798 037	-852 011
Résultat sur exercices antérieurs	-17 923 085	-182 869 398
Impôts sur les bénéfices	-506 134 517	-388 216 711

Résultat net de l'exercice	504 267 115	607 647 619
----------------------------	-------------	-------------

Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2006

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2005, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2005 se solde donc par un bénéfice de 607 647 619 F CFA, après une dotation aux amortissements de 333 558 154 F CFA et un impôt sur les bénéfices de 388 216 711 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par la loi 023/96/ADP du 11 juillet 1996 et par la loi bancaire du 2 mai 1996, approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005. Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de ce même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Report à nouveau ancien	387 144 695
Résultat de l'exercice	607 647 619
Réserves légales (15 % du résultat)	91 147 143
Total à répartir	994 792 314
Dividendes (17,5 % du capital)	350 000

Nouveau report à nouveau	53 645 171
Total réparti	994 792 314

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 15 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 1 487,5 F CFA par action de 10 000 F CFA. Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter du 1er juillet 2006 par estampillage du coupon n°5 du certificat d'action de chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, donne son accord pour l'émission par la Banque d'un emprunt obligataire de deux (02) milliards de F CFA réalisable par appel public à l'épargne sur le marché financier régional.

Les principales caractéristiques de cette émission obligataire sont les suivantes :

Émetteur : BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Nature des titres : obligations

Arrangeur Chef de file : SGI ACTIBOURSE

Mode de placement : appel Public à l'Épargne

Membres placeurs : Groupe BANK OF AFRICA et Sociétés de Gestion et d'Intermédiation Agréées par le Conseil Régional

Montant de l'émission : 2 000 000 000 F CFA

Valeur nominale : 10 000 F CFA

Durée de l'emprunt : 5 ans

Mode d'amortissement : amortissement constant sur cinq (05) ans

Taux de rémunération : 6.25% brut post compté

Imposition applicable : actuellement la fiscalité en vigueur au Burkina Faso soit 15%

Mode de paiement des intérêts : annuellement

Forme des titres : dématérialisée

Prix d'émission : valeur nominale

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour entreprendre toutes les démarches, toutes les actions et tous les travaux requis pour l'étude, le lancement et la réalisation de l'emprunt obligataire.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2005 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2005, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat. Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou de paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices. Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long termes et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle. Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 50 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux

moyen des provisions au 31/12/2005 est de 73 %. Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	20 %
Constructions	5 %
Matériel de transport	25 %
Aménagements installations	10 %
Mobilier et matériel de bureau, outillage (selon nature)	10-25 %
Matériel et logiciel informatiques	33 1/3 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, Sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2004*		Au 31/12/2005*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	29 905	2 002	14 851	3 310
De 1 mois à 3 mois	102		59	
De 3 mois à 6 mois	121		100	
De 6 mois à 2 ans	347		599	
De 2 ans à 5 ans	45		371	

Plus de 5 ans	0		0	
Total	30 520	2 002	15 980	3 310

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

En millions de F CFA

Echéance	Au 31/12/2004*		Au 31/12/2005*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	19 332	48 531	28 201	45 544
De 1 mois à 3 mois	2 563	6 390	2 173	5 467
De 3 mois à 6 mois	1 806	2 625	2 397	3 721
De 6 mois à 2 ans	7 309	5 482	8 095	6 803
De 2 ans à 5 ans	4 620	3 956	5 431	4 471
Plus de 5 ans	131	9	134	9
Créances en souffrance	1 565		3 149	
Total	37 326	66 993	49 580	66 015

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

En millions de F CFA

Agents économiques	Au 31/12/2004*		Au 31/12/2005*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	8 994	11 716	10 613	15 396
Entreprises privées	24 253	47 811	28 782	45 253
Sociétés d'état et établissements publics	4 079	6 947	10 185	5 211

Etat et organismes assimilés		519		155
Total	37 326	66 993	49 580	66 015

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

En millions de F CFA

Echeance	Au 31/12/2004*	Au 31/12/2005*
Créances douteuses	4 364	7 314
Provisions pour dépréciation	-2 799	-4 165
Créances douteuses nettes	1 565	3 149

2.3 Immobilisations financières

* En millions F CFA

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		
				%
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	22	20	300	6,67%
• BANK OF AFRICA - BENIN	285	70	7 000	1,00%
• SOFIGIB	40	40	450	8,89%
• CTMI UEMOA	1	1	1 850	0,05%
Sous total	348	131		
Dans les autres sociétés				
• AISSA	7	7	42	16,67%
• AGORA	200	200	2 000	10,00%
• AFRIC INVEST	55	55	12 464	0,44%

Sous total	262	162	1 042	
Total participations	610	238		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2004*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2005*
Immobilisations brutes	339	63		402
Amortissements cumulés	-269	-41	0	-310
Total net	70	22	0	92

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2004*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2005*
Immobilisations brutes	2 694	651	151	3 194
• Immobilisations en cours	151	29	151	29
• Immobilisations d'exploitation	2 434	622		3 056
• Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0
• Immobilisations par réalisation de garantie	109	0	0	109
Amortissements	-1 027	-292	0	-1 319
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	-1 027	-292	0	-1 319
• Immobilisations hors exploitation				0
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	1 667	-292	0	1 875

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2004*	2005*
Débiteurs divers	110	128

Valeurs non imputées	0	0
Valeurs à l'encaissement	647	1 660
Valeurs à rejeter en compensation	328	13
Dépôts et cautionnement		
Stocks et emplois divers		
Créances rattachées	89	185
Total	1 174	1 986

2.6.2. Autres passifs

Nature	2004*	2005*
Dettes fiscales		
Dettes sociales		
Créditeurs divers	924	673
Dettes rattachées	793	885
Divers		
Total	1 717	1 558

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2004*	2005*
Charges comptabilisées d'avance	31	30
Produits à recevoir	114	185
Divers	1 093	7
Total	1 238	222

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2004*	2005*

Charges à payer	66	162
Produits perçus d'avance	77	10
Divers	945	676
Total	1 088	848

2.8 Provisions pour risques et charges

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2004*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2005*
F.R.B.G.	1 125		0	1 125
Primes liées au capital				
Réserve légale	147	76		223
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Capital social	2 000		0	2 000
Fonds affectés (prêts subordonnés)	278		0	278
Fonds bloqués d'actionnaires	0		0	0
Report à nouveau	259	128		387
Résultat 2004	504	-504		0
Résultat 2005			607	607
Total	4 313	-300	607	4 620

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation)

2004	1 125
------	-------

2005	0
Soit au 31/12/2005	1 125

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO s'élève à 2 000 millions de F CFA. Il est composé de 200 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA. La structure de financière est la suivante :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	38,76%
Autres BANK OF AFRICA	13,00%
Actionnaires Burkinabé	28,24%
Cauris Investissement S.A.	10,00%
Société Financière Néerlandaise pour le développement (FMO)	9,60%
Autres	0,40%

3 Engagements hors bilan

Nature	2004*	2005*
Engagements donnés	15 077	17 482
• Engagements de financement - A la clientèle	871	1 229
• Engagements de garantie - A la clientèle	14 206	16 253
Engagements reçus	32 261	44 890
• Engagements de garantie - De la clientèle	32 261	44 890

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2004*	2005*
Sur créances interbancaires	261	401

• A vue	172	104
• A terme	89	297
Sur créances de la clientèle	4 575	4 919
• Créances commerciales	373	272
• Autres crédits à court terme	1 140	1 391
• Comptes ordinaires débiteurs	1 668	1 477
• Crédits à moyen terme	1 384	1 769
• Crédits à long terme	10	10
Total	4 836	5 320

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2004*	2005*
Sur dettes interbancaires	106	97
• A vue	65	74
• A terme	41	23
Sur dettes à l'égard de la clientèle	1 882	1 966
• A vue	25	18
• A terme	1 857	1 948
Total	1 988	2 063

4.3 Commissions

Nature	2004*	2005*
Commissions perçues (produits)	198	265
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0
• Sur opérations avec la clientèle	198	265
Commissions versées (charges)	15	15

• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	15	10
• Sur opérations avec la clientèle		5

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2004*	2005*
Salaires et traitements	545	742
charges sociales	121	99
Total	666	841

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2004*	2005*
Impôts, taxes et versements assimilés	31	75
Redevance de crédit bail	52	100
Loyers	74	77
Entretien et réparations	82	105
Primes d'assurance	70	72
Intermédiaires et honoraires	313	360
Publicité, publications et relations publiques	58	65
Déplacements missions et réceptions	68	102
Frais postaux et frais de télécommunications	152	183
Achats non stockés de matières et fournitures	291	319
Jetons de présence	13	15
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	140	245
Total	1 344	1 718

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2004*	2005*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	326	334
• Des immobilisations hors exploitation	0	0
Reprises	0	0
Total	326	334

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2004*	2005*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 305	1 844
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Pertes sur créances irrécouvrables	105	16
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-454	-479
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges		
Récuperations sur créances amorties		
Total	956	1 381

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2004	2005
Cadres expatriés	2	2
Cadres locaux	5	5
Gradés	18	26

Employés	49	47
Personnel non bancaire	8	9
Personnel temporaire	15	8
Total	97	97

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2004*	2005*
Actif		
Opérations de trésorerie		
• Billets et monnaies	2 208	2 572
• Correspondants bancaires	21 893	12 063
Valeurs à l'encaissement et divers		
Passif		
Opérations de trésorerie		
• Correspondants bancaires	2 001	797
• Refinancements	0	2 500
• Autres sommes dues	1	13
Opérations avec la clientèle		
• Comptes ordinaires	66 993	66 015

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2005

Nature	En F CFA
Résultat de l'exercice 2005	607 647 619
Report à nouveau de l'exercice 2004	387 144 695
Total à répartir	994 792 314
Réserve légale (15% du résultat)	91 147 143

Dividende (17,5% du capital)	350 000 000
Nouveau report à nouveau	553 645 171
Total réparti	994 792 314

6 Résultats des cinq derniers exercices

Nature	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005
Capital en fin d'exercice					
• Capital social*	1 250	1 500	1 500	2 000	2 000
• Nombre des actions ordinaires existantes	125 000	150 000	150 000	200 000	200 000
Opérations et résultats de l'exercice*					
• Chiffre d'affaires	3 588	4 673	6 174	7 663	8 088
• Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	1 183	1 668	2 494	2 746	3 190
• Impôt sur les bénéfices	189	375	365	506	388
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	385	417	433	504	608
Résultat par action**					
• Après impôts, avant amortissements et provisions	4 068	7 225	14 190	13 731	14 003
• Après impôts, amortissements et provisions	1 242	3 077	2 888	2 521	3 038
Personnel					
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice	63	63	83	97	97
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	348	500	563	666	841
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*					

* En millions de F CFA

** En F CFA